



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

**Revue de presse
02 au 09 novembre 2018**

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

- 1.1 Sécurité alimentaire.....3**
Le projet PRESAN décortiqué à Rome
La COI approfondit ses partenariats avec la FAO et le FIDA
- 1.2 Energies renouvelables.....6**
Véhicules électriques : Rodrigues prend de l'avance

II Centres d'intérêts

- 1.3 Biodiversité8**
Services écologiques : une valeur économique estimée à 20 milliard USD par an pour l'Indianoceanie
- 1.4 Pêche.....10**
Fishmen on Seychellois Island, Praslin, embrace self-imposed limits to boost fish stock
- 1.5 Economie bleue.....12**
Lever \$ 15 M à travers un « Blue Bond » pour soutenir la pêche durable
- 1.6 Tourisme.....13**
Une croissance de 5% attendue en 2019
- 1.7 Environnement.....14**
Les opportunités économiques tuent les aires protégées

Sécurité alimentaire : Le projet PRESAN décortiqué à Rome

Le Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN) a figuré au centre des attentions, lors de la visite de Hamada Madi, secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien (COI) cette semaine à Rome, au siège de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). Une visite qui a donné lieu à la signature d'un accord de coopération entre les deux institutions pour les cinq prochaines années et établissant ainsi un cadre stratégique de collaboration.

Les succès et les défis qui attendent les deux partenaires dans la mise en œuvre du programme PRESAN ont ainsi été soulignés lors d'une réunion restreinte avec Maria Helena Semedo, directrice générale adjointe de la FAO, et Arni Mathiesen, assistant directeur général de la FAO en charge des pêches et de l'aquaculture. Il a été souligné à cette occasion que la sécurité alimentaire « *se situe à l'intersection de nombreuses questions stratégiques pour l'Indianocéanie, notamment l'insularité, le changement climatique, la lutte contre la pauvreté et la stabilité régionale* ». Il a également été rappelé par le secrétaire général de la COI la place considérable tenue par Madagascar dans ce programme phare, conçu pour la toute la région. De leur côté, les hauts responsables de la FAO ont mis l'accent sur le PRESAN en tant que réponse aux défis de l'insécurité alimentaire dans le contexte de Petits Etats insulaires en développement (PEID) et du « *Samoa Pathway* » auquel la COI est partie prenante.

Dans un format élargi aux équipes techniques et aux principales directions concernées de la FAO, la COI a présenté l'état d'avancement du PRESAN et des grandes étapes à venir, à commencer par l'indispensable mobilisation des bailleurs et la perspective de la prochaine conférence ministérielle sectorielle de la COI consacrée à la sécurité alimentaire.

Hanitra R.

COI et ses Projets

Sécurité alimentaire

08 novembre 2018

<http://www.mauriceactu.mu/2018/11/08/securete-alimentaire-la-coi-approfondit-ses-partenariats-avec-la-fao-et-le-fida/>



Sécurité alimentaire : la COI approfondit ses partenariats avec la FAO et le FIDA



« *Une success story* », c'est ainsi que Maria Helena Semedo, directrice générale adjointe de la FAO, a résumé, le 5 novembre au siège de l'organisation onusienne à Rome, la relation de partenariat qui unit depuis plusieurs années la Commission de l'océan Indien (COI) à la FAO et qui a culminé avec la visite d'Hamada Madi, Secrétaire général de la COI, donnant lieu à la signature d'un Cadre de coopération entre les deux institutions. Cette visite de travail du Secrétaire général de la COI a été d'abord l'occasion de passer en revue de façon approfondie le Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN), ses succès et les défis qui attendent les deux partenaires dans sa mise en œuvre. Lors d'une réunion restreinte avec la directrice générale adjointe et Arni Mathiesen, assistant directeur général de la FAO en charge des pêches et de l'aquaculture, Hamada Madi a souligné que la sécurité alimentaire se situe à l'intersection de nombreuses questions stratégiques pour l'Indianocéanie, notamment l'insularité, le changement climatique, la lutte contre la pauvreté et la stabilité régionale. Il a également rappelé la place considérable tenue par Madagascar dans ce programme phare conçu pour la région tout entière. Il a tenu enfin à remercier de façon très chaleureuse la FAO pour son implication aux côtés de la COI et en particulier sa représentation régionale à Madagascar.

De leur côté, les hauts responsables de la FAO ont mis l'accent sur le PRESAN en tant que réponse aux défis de l'insécurité alimentaire dans le contexte de Petits Etats insulaires en développement (PEID) et du « *Samoa Pathway* » auquel la COI est partie prenante. Maria Helena Semedo a mis également en exergue la dimension inclusive du PRESAN et souligné que l'ambition de ce programme régional avait amené la FAO à élargir ses champs de coopération pour répondre au caractère global du programme.

En complément, le Secrétaire général de la COI a souligné que le projet PRESAN constitue « *une véritable expérience de laboratoire, mais dans le réel, un projet pilote exceptionnel* » pour d'autres régions du monde et en particulier pour celles marquées, comme l'Indianocéanie, par les particularités de l'insularité.

Plus tard dans la journée, dans un format élargi aux équipes techniques et aux principales directions concernées de la FAO, la COI a présenté l'état d'avancement du PRESAN et des grandes étapes à venir, à commencer par l'indispensable mobilisation des bailleurs et la perspective de la prochaine conférence ministérielle sectorielle de la COI consacrée à la sécurité alimentaire.

A l'issue de ces réunions de travail, Hamada Madi et Maria Helena Semedo ont signé l'accord de coopération qui unit pour les cinq prochaines années la COI et la FAO, établissant ainsi un cadre stratégique de collaboration et instaurant les grands principes d'un plan stratégique de partenariat.

Le Secrétaire général de la COI a poursuivi ses entretiens à Rome le 6 novembre avec Cornelia Richter, vice-présidente du FIDA, le Fonds international pour le développement agricole des Nations unies. La vice-présidente du FIDA a convenu, notamment à partir de l'exemple des importations régionales de maïs et de viande depuis l'Amérique latine, qu'il existe indéniablement des marges d'amélioration en matière de sécurité alimentaire pour l'Indianocéanie. A cet égard, Hamada Madi a déclaré : « *L'Afrique bouge et nous voulons, à la COI, bouger avec l'Afrique tout en tenant compte de nos particularités insulaires qui sont fortes et structurantes* ».

Le Secrétaire général de la COI a exposé à son interlocutrice la philosophie et le cadre logique du PRESAN qui requiert maintenant la mobilisation des bailleurs, tout en remerciant chaleureusement le FIDA pour les efforts financiers déjà accomplis. Hamada Madi s'est réjouie en particulier de la contribution active de la direction régionale du FIDA à Nairobi et des bons résultats obtenus dans la gestion du premier don FIDA au PRESAN. De son côté, Cornelia Richter a souligné les convergences en termes de politiques publiques entre ce que fait la COI avec le PRESAN et ce que promeut le FIDA notamment dans ses projets nationaux de développement agricole. Un accord s'est dégagé sur la nécessité pour les deux institutions de réfléchir ensemble aux voies et moyens les plus pertinents pour réussir cet objectif commun de mobilisation des bailleurs.

Hamada Madi a ensuite participé à une réunion technique avec Sarah Mbago-Bhunu, directrice régionale de l'Afrique australe et orientale du FIDA, et Shirley Chinien, économiste régionale.

Concernant les efforts à mener en vue de la mobilisation de bailleurs dans le PRESAN, dont le FIDA, ont été examinées et continueront à faire l'objet d'échanges avec la COI. Les participants ont également souligné l'opportunité d'une large concertation des bailleurs dès avant la tenue de la prochaine conférence ministérielle de la COI consacrée à la sécurité alimentaire.

Véhicules électriques : Rodrigues prend de l'avance

BY FABRICE JAULIM



L'introduction des véhicules électriques fait débat. Si Maurice se fie aux consultants, Rodrigues passe à la mise en pratique. L'Assemblée régionale de Rodrigues (ARR) prend de l'avance sur Maurice. Le gouvernement régional veut éliminer les véhicules polluants pour les remplacer par des voitures électriques. La commission de l'Environnement a initié un plan. De son côté, le gouvernement mauricien entame une étude sur l'introduction des véhicules électriques.

L'ARR passe à un niveau supérieur. Alors que Maurice entame son étude, l'Assemblée régionale a lancé un appel d'offres pour l'acquisition d'une voiture électrique. L'objectif : éliminer les véhicules roulant au diesel dans un premier temps, puis tous ceux roulant à l'énergie fossile, à long terme. La voiture électrique sera placée au village écologique de Rivière-Coco (inaugurée en 2017 avec l'aide de l'Union européenne et de la Commission de l'océan Indien). « Les Rodriguais pourront tester la voiture », souligne Richard Payendee, Commissaire de l'environnement. « C'est dans le but de promouvoir la voiture électrique, car les Rodriguais n'ont jamais utilisé ce type de véhicule et ont quelques appréhensions. »

Problème de recharge résolu

Si Maurice bute toujours sur le mode d'alimentation de ces véhicules, Rodrigues a trouvé une solution efficace. Le projet de l'ARR, c'est de placer des stations solaires dans plusieurs régions de l'île afin que les chauffeurs puissent recharger leurs voitures. Évidemment, l'île devra compter un nombre important de véhicules électriques pour justifier l'aménagement de ces stations solaires. « Nous voulons faire de Rodrigues une île écologique et éliminer les véhicules polluants », affirme Richard Payendee. La prochaine étape, dit-il, sera d'élaborer un plan de subventions pour rendre ces véhicules accessibles aux Rodriguais.

Maurice « évalue »

Faire des économies tout en réduisant la pollution. C'est ce que veut savoir le ministère des Services publics. L'utilisation des voitures électriques par des organismes publics gagne du terrain. Une étude nationale débute sous peu. Le premier organisme à se munir d'une voiture de fonction électrique est la Mauritius Renewable Energy Agency (MARENA). L'acquisition a été faite en juin dernier. Le véhicule est rechargé à l'aide de bornes alimentées par des panneaux photovoltaïques, souligne une source. Le Central Electricity Board (CEB) a aussi acquis un véhicule électrique. Le ministère démarrera une étude pour évaluer les avantages de l'utilisation des véhicules électriques à l'échelle nationale. « Les aspects du prix, des subventions, des bornes de recharge seront considérés. Le ministère veut acquérir une voiture afin de tester son efficacité et sa fiabilité », ajoute notre source.

À terme, le gouvernement veut encourager les Mauriciens à opter pour les voitures électriques. L'étude envisagée donnera les détails de l'introduction des voitures électriques sur dix ans, et prévoira l'installation de bornes d'alimentation et le mode de taxation des véhicules. Après la publication du plan, le ministère jugera s'il faut acquérir davantage de voitures électriques pour les fonctionnaires.

Centres d'intérêts

Biodiversité

03 novembre 2018

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2018/11/03/services-ecologiques-une-valeur-economique-estimee-a-20-milliards-usd-par-an-pour->



Services écologiques : Une valeur économique estimée à 20 milliards USD par an pour l'Indianocéanie



A Madagascar, 510 000 ha de forêts sont perdus , alors que leurs services écologiques ont une valeur économique non négligeable. (Photo d'archives)

Les résultats du Rapport Planète Vivante 2018 publié par le WWF ou Fonds mondial pour la nature, sont alarmants.

L'activité humaine pousse les systèmes naturels de la planète, piliers de la vie sur Terre, au bord du gouffre. C'est ce qu'on a appris dans le Rapport Planète Vivante 2018 de WWF ou Fonds mondial pour la nature, présentant une vue d'ensemble de l'état de notre monde naturel, vingt ans après sa première publication. Les signaux sont ainsi alarmants. En effet, les populations mondiales de poissons, d'oiseaux, de mammifères, d'amphibiens et de reptiles ont diminué de 60 % en moyenne entre 1970 et 2014. On estime que la Terre aurait perdu environ la moitié de ses coraux en eaux peu profondes au cours des trente dernières années. À Madagascar en particulier, les données fournies par Global Forest Watch pour 2017 montrent que, la Grande île a perdu 510.000 ha de ses forêts. C'est un triste record mondial !

Valeur de la nature. Tout en soulignant l'étendue et l'impact de l'activité humaine sur la nature, ce Rapport Planète Vivante 2018 met également l'accent sur l'importance et la valeur de la nature pour la santé et le bien-être des personnes, mais aussi pour nos sociétés et nos économies. À l'échelle mondiale, la nature fournit des services d'une valeur d'environ 125 milliards USD par an, tout en contribuant à garantir un apport d'air frais, d'eau propre, de nourriture, d'énergie, de médicaments et d'autres produits et matières. Et au niveau de l'Indonésie, la valeur économique des divers services rendus par les écosystèmes marins et côtiers, est estimée à peu près 20 milliards USD par an. La biodiversité est en fait, « l'infrastructure » qui soutient notre société et notre développement.

Opportunité unique. Cependant, « *la science nous montre la dure réalité que nous faisons subir à nos forêts, nos océans et nos rivières. Petit à petit, la diminution du nombre d'animaux et de lieux sauvages est un indicateur de l'impact et de la pression considérables que nous exerçons sur la planète, sabotant ainsi le tissu vivant qui nous soutient tous : la nature et la biodiversité* », a déclaré Marco Lambertini, Directeur général, WWF International. Il est encore temps d'inverser la courbe de la perte de la biodiversité. Pour ce faire, le WWF propose l'établissement d'une feuille de route pour la biodiversité pour 2020-2050. En 2020, les dirigeants doivent examiner les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), de l'Accord de Paris sur le climat, et de la convention sur la diversité biologique (CBD). C'est une opportunité unique pour définir une vision ambitieuse et des objectifs communs clairs afin de restaurer l'abondance de la nature à des niveaux qui lui permettront, à elle mais aussi à nous, de prospérer, a-t-on conclu.

Navalona R

Fishermen on Seychellois island, Praslin, embrace self-imposed limits to boost fish stock



The project aims to conserve part of the Baie St Anne by limiting fishing activities from taking place in that area for a period of time. (Remi Jouan, Wikipedia) Photo License: [CC BY-SA 3.0](https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/)

An association of local fishermen from Praslin, the second-most populated island in Seychelles, has embraced a project that will help maintain the fish stock at one of the island's bays, said the chairperson of the association.

Darell Green said the project aims to conserve part of the Baie St Anne by limiting fishing activities from taking place in that area for a period of time.

"The initiative will help maintain the fish stock in that area such that it will give ample time for the stock to grow," he said.

Spearheaded by **Praslin Fisher's Association**, the project is an example whereby fishermen take the initiative to develop sustainable fishing.

The coordinator of the project, Jude Bijoux, said the area chosen will be demarcated and a date will be fixed for when the implementation starts.

Bijoux said that this is "the first time fishermen of the island has agreed voluntarily among themselves to bring a proposition to limit fishing in an area for a period of time to allow the fish stock to replenish."

Another aspect of the project is to serve as an educational model for the fishermen community on Praslin.

"We don't need the government to always come and tell us to protect our own resources. As fisherman we need to put our heads together to realise this project and conserve what we have for the future generation," said Green.



The initiative will help maintain the fish stock in the area to give ample time for the fish stock to grow. (Romano Laurence, Seychelles News Agency) Photo License: [CC-BY](#)

A local fisherman, Wilfred Morel, said that this will benefit all fishermen on the island as it will ensure that there is fish to catch in the area even during the most difficult season – the south-east trade wind. This period which goes from May to October can make the sea rough especially along the coasts exposed to the east and south and this can negatively impact the availability of fresh fish on the market.

Fisheries is the second top contributor to the Seychelles economy.

The **Ministry of Fisheries and Agriculture** has welcomed the project. The principal secretary of the fisheries department, Jude Talma, said that this is a very good initiative on behalf of the local fisherman.

“For many years now, we have been talking about sustainable fishing and it is finally getting through to the fishermen. This sector really depends on them and the action they take. I would like to congratulate them for taking this step,” said Talma.

The chief executive of the Seychelles Fisheries Authority, Ronny Renaud, said that the authority supports this initiative. He added that the fishing community is through the project supporting SFA in managing its own fishing activities.

Renaud said that other communities have expressed their willingness to conduct similar projects and this is an example they can follow.

Prior to the implementation of the project, fishermen on Praslin have agreed to sign an agreement not to fish within the demarcated area. Fishing activity in the area to be demarcated is expected to close on November 1 each year and reopened on April 30 the following year.

The project coordinator, Bijoux, said that the **Praslin Fisher’s Association** intends to extend this project on other islands and the next one will be along the reef of Anse Reunion on La Digue, the third most populated island.

Over the years, Seychelles, an archipelago in the western Indian Ocean, has put a lot of emphasis on sustainable fishing. One of the initiatives is a [marine spatial planning](#) exercise to expand protected areas and a fisheries management plan for the Mahe Plateau to progressively move from an open-access fishery to a more controlled fishery.



Lever \$15 M à travers un 'Blue Bond' pour soutenir la pêche durable

L'ARCHIPEL vient d'introduire une obligation de \$15 millions pour soutenir des projets dans le domaine de l'économie bleue. Ce *Blue Bond* vise à soutenir la transition des Seychelles dans la pêche durable et la protection de la mer, a indiqué un communiqué de la Banque mondiale. Étendu sur une période de 10 ans et bénéficiant de garanties de la Banque mondiale et du Fonds pour l'environnement mondial, le *Blue Bond* doit soutenir la transition des Seychelles vers une pêche durable.

S'exprimant lors du lancement du titre à la conférence «Our Ocean» à Bali, en Indonésie, le vice-président, Vincent Mériton, a indiqué que cette obligation fait partie d'une initiative combinant les investissements publics et privés pour mobiliser des ressources afin de responsabiliser les communautés et les entreprises locales. Ce qui aidera grandement les Seychelles à réussir la transition souhaitée et à préser-

ver ses océans tout en développant durablement l'économie bleue.

Le *Blue Bond* est partiellement garanti par une caution de \$5 millions de la Banque mondiale et soutenu par un prêt concessionnel de \$5 millions du Fonds pour l'environnement mondial, qui couvrira en partie le paiement d'intérêts. Les procédés (proceeds) de cette obligation serviront à soutenir l'expansion des aires marines protégées, l'amélioration de la gouvernance des pêcheries prioritaires et le développement de l'économie bleue des Seychelles. Des subventions et des prêts seront également assurés par le biais du Blue Grants Fund et du Blue Investment Fund, gérés par le SeyCCAT (Fonds pour la conservation et l'adaptation au changement climatique) et par la Banque de développement des Seychelles.

Himanshu MARCHURCHAND 

Arrivées touristiques

Une croissance de 5 % attendue en 2019

LES ARRIVÉES touristiques devraient progresser de 5 % l'année prochaine. C'est ce qu'annoncent les autorités qui tablent sur l'intérêt soutenu pour l'île, l'organisation des prochains Jeux des îles, l'augmentation significative des dessertes aériennes sans oublier le positionnement «toute l'année» de la destination.

Maurice accueillera 1,4 million de visiteurs cette année, dont 40 % de clients assidus, selon la Mauritius Tourism Promotion Authority, qui souligne que la destination Maurice a connu une augmentation de 2 % d'année en année à fin

septembre. Le retour des vols d'Alitalia à Maurice le mois dernier, qui a suivi l'arrivée de Saudi Arabian Airlines et le lancement des services de KLM-Air Mauritius, l'année dernière, et l'augmentation du nombre de vols en provenance d'Allemagne montrent un potentiel de croissance en Europe. La sortie du thriller *Serenity* prévue en janvier permettra de voir davantage de l'île Maurice sur grand écran, en tant que lieu de tournage. Les Jeux des îles de l'océan Indien, qui se dérouleront à Maurice du 19 au 28 juillet 2019, devraient aussi contribuer à augmenter le nombre de visiteurs.



business magazine - N° 1362 - novembre 2018

Environnement – Les opportunités économiques tuent les aires protégées

🕒 3 novembre 2018 👤 Harilalaina Rakotobe 👁 396 Vues 📖 3 minute(s) pour lire



Still duplicating those build settings to create similar jobs?

> **CI COULD DO BETTER_**

TeamCity – share similar settings w

La gouvernance environnementale inclusive. C'est à travers cette vision que le Programme des Nations unies pour le développement a exposé hier à Andraharo, un état des lieux de l'environnement à Madagascar. L'objectif de l'initiative étant d'améliorer, tant la résilience communautaire face aux changements climatiques que la gestion participative des ressources au niveau des aires protégées de la Grande île. « Dans la plupart des aires protégées de catégories 5 et 6 de Madagascar sujet à des exploitations minières ou agricole, la communauté se consacre plus à ces exploitations plutôt qu'à la priorisation de la préservation de la biodiversité. Une pratique qui conduira inévitablement à la dégradation environnementale des lieux en question », explique Ramatoulaye Moussa du Pnud. À rappeler que les aires protégées sont classées en six catégories selon leurs systèmes de gestion. La catégorie 1 étant les réserves naturelles intégrales où l'occupation humaine est strictement interdite jusqu'à la catégorie 6

dont les aires protégées sont des paysages terrestre et marin où l'utilisation durable des ressources naturelles est permise. Pour le cas du site d'Ampasindava dans la région Diana où le projet d'exploitation de terres rares par la société Tantalum Rare Earth Mala-gasy (TREM) risque de bouleverser la biodiversité endémique dans ces zones ou encore pour le cas de la région Menabe où l'agriculture sauvage prend le pas sur les aires protégées à Morondava et ses environs.

Alarmant

« Le site d'Ampasindava jouit d'une biodiversité exceptionnelle avec un taux d'endémisme très élevé. Ses montagnes, ses forêts, de vastes mangroves et un littoral très découpé constituent l'habitat fragile de nombreuses espèces animales et végétales uniques au monde. Tandis qu'à Morondava, plus de 20.000ha de la forêt sèche du Kirindy ont été défrichés pour faire place à la production en masse de cacahuètes », alerte un responsable de la conservation chez WWF. Il est impossible de dissocier la gestion spécifique des aires protégées avec la contribution de la communauté locale dès lors que ces aires protégées se localisent sur des sites habités. De ce fait, avec l'instauration d'une gouvernance environnementale inclusive, les espaces naturels protégés auront la possibilité de devenir des infrastructures vertes favorables à la croissance économique durable avec une perte réduite de la biodiversité. « À Ampasindava, le cœur même de l'exploitation des terres rares se trouve dans le noyau de l'aire protégée. Malgré la contestation de la société civile et une partie du secteur privé, la société exploitante a pu obtenir le fameux permis environnemental et continue jusqu'à présent ses activités au détriment de l'environnement dans la zone. Par ailleurs, comme c'est une activité génératrice d'emplois et d'argent pour la communauté locale, cette dernière se résigne à accepter la situation », souligne la représentante du Pnud. Dans cette localité, des commissions de protection de l'environnement ont été mises sur pied, mais avec un faible budget de fonctionnement, elles peinent à fédérer la population locale qui préfère se tourner vers les exploitants qui leur fournissent une collaboration plus lucrative.